

## Une nouvelle culture de la contestation inspirée du mouvement anti-mondialisation

Claude Gauvreau

Lui aussi est aux prises avec une dette d'études élevée qui pèse lourdement sur son revenu familial. Il a éprouvé une empathie certaine pour les étudiants en grève et n'a pas hésité à les rejoindre parfois sur les piquets de grève. Mais il n'a pas renoncé pour autant à son point de vue de sociologue.

Pour le professeur Éric Pineault du Département de sociologie, les revendications des étudiants soulèvent des enjeux de société fondamentaux et le mouvement de grève qui a agité le Québec ces dernières semaines est un des plus importants depuis la Révolution tranquille.

«Nous avons assisté au développement d'un mouvement qui contredisait tous les discours sur l'apathie et l'apolitisme des jeunes et qui a contribué à une prise de conscience de leur force et de son impact sur le pouvoir politique», affirme M. Pineault, qui est également chercheur à la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie de l'UQAM.

### Un apprentissage politique

Aux yeux d'Éric Pineault, la grève de 2005 possède des caractéristiques qui la distinguent des mouvements étudiants antérieurs. «Sur le plan quantitatif, l'ampleur du mouvement a étonné. Peu nombreux sont les établissements d'enseignement postsecondaire qui n'ont pas été touchés, d'une manière ou d'une autre, par la grève. Même des facultés traditionnellement opposées à différentes formes de contestation, comme médecine et gestion, ont sauté dans le train de la grève.»

Le chercheur souligne également l'appui aux grévistes, avéré par les sondages, au sein de la population. «Lors des grèves précédentes, l'opinion publique était souvent impatiente et le rapport de forces s'établissait essentiellement entre le gouvernement et les étudiants. Ces derniers ont réussi à mobiliser l'opinion publique en leur faveur en canalisant les frustrations collectives à l'endroit du gouvernement Charest. Le message des passants aux étudiants, sur la rue ou en voiture, semblait dire : faites ce que nous aimerions faire. Enfin, la FEUQ, la FECQ et la CASSEE ont su bâtir un argumentaire politique solide et démontrer l'inaptitude du gouvernement à gérer la crise.»

Selon M. Pineault, la grève étudiante de 2005 exprime une culture de la contestation qui tranche radicalement avec celle des années 80 dont l'un des modèles était le célèbre Front commun des centrales syndicales dans le secteur public, en 1972. «Plusieurs des leaders étudiants actuels s'inspirent davantage du mouvement anti-mondialisation, notamment de la mobilisation contre le Sommet des Amériques tenu à Québec en 2001, et même de l'opposition populaire en Ukraine, plutôt que des grèves menées par la CSN.»

La grève a aussi démontré un



Photo : Jean-François Leblanc

Éric Pineault, professeur au Département de sociologie, devant les locaux des associations étudiantes au deuxième étage du pavillon Hubert-Aquin.

degré de maturité politique des étudiants et leur respect des règles démocratiques, soutient le professeur. «Les fédérations et associations étudiantes ont permis que les assemblées générales dans les cégeps et les universités débattent des orientations à prendre, ce qui n'était pas toujours le cas par le passé. À l'UQAM, les étudiants ont beaucoup discuté de la pertinence de tenir des piquets de grève devant les portes de l'université et étaient constamment préoccupés par l'impact de leurs actions dans l'opinion publique. Bref, la grève a constitué, pour plusieurs, un formidable processus d'apprentissage politique. Ils ont expérimenté des formes d'organisation à caractère autogestionnaire : une multiplicité d'interventions, souvent spontanées, avec parfois une dimension artistique et théâtrale. Pensons au succès de la Nuit de la création organisée au pavillon Judith-Jasmin ou encore au petit carré de tissu rouge conçu par des étudiants de l'UQAM et devenu le symbole de l'appui à la grève.»

### Hausse de l'endettement général

Avec son projet de réforme, le gouvernement Charest n'a fait qu'accélérer la lente mais constante érosion des bourses au profit des prêts amorcée au début des années 90, observe M. Pineault. «On doit aussi situer le phénomène de l'augmentation de l'endettement étudiant dans la tendance générale à l'endettement des ménages salariés. Jusqu'à la fin des années 70, le revenu réel du salarié moyen progressait au même rythme que la croissance économique. Mais, à partir des années 80, le revenu moyen stagne partout en Amérique du Nord et cela a été compensé par le recours à l'endettement dont les principales bénéficiaires sont les grandes

institutions financières.»

Au Québec, rappelle M. Pineault, les étudiants sont issus généralement de la classe moyenne et y retourneront, pour la plupart, après l'obtention de leur diplôme. En attendant, leur revenu moyen se situe entre 8 000 \$ et 20 000 \$ par année. «Leur dette d'études est une dette de vie car elle échappe au droit à la faillite personnelle. La seule façon pour eux de la voir s'effacer est de démontrer qu'ils ne pourront jamais la rembourser, comme s'ils devaient faire une promesse de misère.»

Éric Pineault tient à souligner le piège qui consisterait à dégeler les frais de scolarité afin de financer un régime de prêts et bourses plus généreux et profitant aux étudiants les plus démunis. «Rien ne garantit qu'une augmentation des frais de scolarité dégagerait des sommes pour améliorer le régime. Au Canada, et dans les autres pays de l'OCDE, les hausses des frais de scolarité se sont traduites généralement par une diminution du financement des établissements d'enseignement postsecondaire plutôt que par un réinvestissement dans l'éducation. Ce qui compte avant tout pour le gouvernement libéral, c'est de financer des baisses d'impôt qui profiteront en grande partie aux mieux nantis.»

Il s'agit aujourd'hui de construire un discours de solidarité intergénérationnelle autour de la redistribution de la richesse sociale, tout en évitant que le fardeau du soutien aux plus démunis ne soit porté que par les jeunes, déclare Éric Pineault. «Nous sommes confrontés à des choix de société qui doivent être débattus publiquement : privilégier les baisses d'impôt et les prêts sans intérêt aux grandes entreprises ou accroître le financement de nos systèmes d'éducation et de santé?» ●